

plein temps

Parti communiste français
collectif *Activité en direction des retraité-e-s*
06.08.81.19.61-junkerdaniel@hotmail.com

N°54 octobre 2017

« Macron t'es foutu !! »...

Plus de 80 000 retraité-e-s ont manifesté dans les rues de nombreuses villes de France, le 28 septembre dernier. Cette mobilisation, ancrée sur une unité large et persévérante, a dépassé en ampleur et en contenu revendicatif, toutes celles vécues ces dernières années.

De fortes revendications

Baisse du pouvoir d'achat, aggravation de la fiscalité et des taxes, menaces contre la protection sociale, la retraite, les hôpitaux, les services publics de proximité... La liste est longue des revendications que les neuf organisations syndicales et associations ont fait connaître au président de la République.

Elles lui ont aussi rappelé leur attachement à la reconnaissance de la place et du rôle des retraité-e-s dans la société actuelle. Les retraité-e-s souhaitent une société pour tous les âges et n'acceptent pas d'être systématiquement opposé-e-s aux jeunes générations alors qu'elles et ils contribuent, autant que possible, aux dépenses de leurs enfants et petits-enfants.

Les godillots macronistes restent sourds

À l'Assemblée nationale, sous prétexte d'augmenter le pouvoir d'achat des actifs, les soutiens inconditionnels au gouvernement ont voté la hausse de 1.7% de la CSG, pour compenser la suppression des cotisations maladie et chômage, soit 17.7 mil-

liards €. Non seulement ce sont les retraité-e-s « aisé-e-s », comme ils disent, qui seront pénalisé-e-s mais cela porte des coups terribles au financement de la sécurité sociale. Ainsi, la part des cotisations finançant la sécu passerait de 86.8% en 1991 à 63.9% alors que la part de l'impôt avec la CSG passerait de 4.9% à 30.3%. Si ce processus de basculement n'est pas stoppé, c'est l'idée originelle de la sécurité sociale qui serait totalement pervertie.

Une autre société est possible

Élu sous le vernis de la modernité et de la jeunesse d'idées, Emmanuel Macron ne fait qu'appliquer les vieilles mauvaises recettes de l'austérité, de la précarité pour les salarié-e-s, les retraité-e-s et des cadeaux à une minorité privilégiée.

Une autre société est possible et nécessaire, une société où chacun ait les moyens de vivre dignement, une société solidaire qui ne laisse personne sur le carreau. Cela nécessite une autre politique et d'autres mesures : la hausse des salaires et des pensions pour permettre aux salarié-e-s et aux retraité-e-s de vivre décemment, la régulation stricte du logement pour empêcher la spéculation sur un besoin fondamental, la création d'une sécurité d'emploi et de formation tout au long de la vie, la sécurité sociale à 100%...

Pour cela, amplifions encore la mobilisation lors des prochaines initiatives, rassemblements, manifestations qui se préparent.

Daniel Junker



DANS CE NUMÉRO

- Paix, paix, paix : l'enjeu page 2
- Le salaire socialisé
Réforme des retraites page 3
- Privatistion et casse de notre système de santé page 4

les retraité-e-s sont dans la rue

PAIX, PAIX, PAIX

telle est la conclusion du discours de Pierre Laurent à la Fête de l'Humanité

La guerre a souvent été la réponse du capitalisme face aux idées progressistes portées par les peuples du monde entier. La Syrie, l'Irak, Le Yémen, le Kurdistan sont en pleine guerre et nos dirigeants attisent le feu par des interventions militaires dont nous savons qu'elles ne résolvent rien mais ajoutent la haine à la haine.

Le constat, c'est qu'aujourd'hui le terrorisme islamique choisit un autre type de combat. Quasiment toutes les semaines il y a un attentat dans un pays du monde, après une série d'attentats à Londres, c'est en France puis en Allemagne suivis de massacre en Somalie. La liste est longue.

Des responsables politiques irresponsables

Et pourtant, des hommes politiques parmi les plus « responsables » menacent de mener la guerre. D. Trump n'hésite pas à provoquer les dirigeants de la Corée du Nord qui eux menacent la planète du feu nucléaire.

D. Trump menace également le Venezuela d'intervenir militairement dans les affaires du pays pour défendre la classe aisée qui se sent menacée par les décisions progressistes du gouvernement chaviste. Cela rappelle les sombres années des dictatures en Amérique Latine mises en place par la CIA américaine.

Notre gouvernement n'est pas en reste. Il suit les déclarations américaines sans sourciller et à aucun moment ne songe à jouer un rôle diplomatique pour la paix dans ce monde en folie.

Comme pour notre compatriote franco-palestinien Salah Hamouri, emprisonné arbitrairement injustement en Israël, sans procès. Il est incarcéré parce qu'il vient de réussir son diplôme d'avocat et serait donc une menace pour Israël.

La France vient de prendre officiellement position en déclarant « nous demandons que l'ensemble des droits de Salah Hamouri soient bien respectés et espérons sa libération... ».

ICAN Prix Nobel de la paix une victoire des mouvements pacifistes

Heureusement, nombre de femmes et d'hommes de cette planète ont à cœur la solidarité, la paix et luttent pour un monde meilleur. Une bonne nouvelle dans ce monde où l'argent veut dicter sa loi.

Le prix Nobel de la paix a été décerné cette année à ICAN (International Campaign to Abolish Nuclear Weapons),

Qui est ICAN ? Beaucoup l'ignorent et pourtant des milliers de militants des mouvements de la paix ont fait signer depuis plusieurs années dans le monde entier, cette fameuse pétition demandant la destruction totale des 20 000 têtes nucléaires stockées dans les 7 pays du monde possédant l'armement nucléaire.

Cette pétition, initiée par ICAN, signée par plusieurs centaines de milliers de personnes, a abouti, le 7 juillet 2017, à la signature par 122 pays, d'un traité de destruction des armes nucléaires pour la première fois depuis l'existence de ces armes. C'est un pas considérable vers la paix.

En Europe les retraités vivent de plus en plus mal

La paix constitue un enjeu, non seulement de « guerre à la guerre » mais de réponse aux besoins de toutes et tous pour vivre dignement.

Le marché de l'armement dans le monde prive les citoyens de 26 milliards d'euros en 2017, en augmentation de 14%. À cela s'ajoutent les milliards que représentent les stocks d'armes dans le monde. En France, nos gouvernements précédents ont voté la rénovation d'armes nucléaires pour 2 milliards d'euros par an pendant 5 ans.

Dans le même temps, en France comme en Europe, les retraités doivent se serrer la ceinture pour rembourser la dette du capital. Les « ordonnances » d'E. Macron, mauvaise médecine, s'attaquent en priorité aux retraités, considérés comme des privilégiés.

Pour les communistes, le droit à une retraite décente doit être inscrit dans les traités internationaux pour permettre de vivre dignement cette période de la vie.

C'est aussi cela la paix !

Claude Miachon



un des fondements de la Sécurité sociale

Les cotisations sociales constituent un élément du salaire, immédiatement transformées en prestations par la sécurité sociale (pension de retraite, allocation chômage, prestations maladie...).

La cotisation sociale est, tel le salaire direct, prélevée sur la valeur ajoutée, c'est-à-dire les richesses produites par les salarié-e-s. Augmenter les cotisations sociales, augmenter le salaire direct, c'est réduire le profit. La notion de salaire socialisé est apparue en 1945 lors de la création de la sécurité sociale, sous l'égide d'Ambroise Croizat.

Un système financé par les cotisations sociales

Contrairement au système de Grande-Bretagne financé par l'impôt, A. Croizat a opté pour le système « bismarckien » instauré en Allemagne où le financement de la protection sociale est assuré par des cotisations versées par les employeurs et les salarié-e-s.

Depuis le gouvernement Rocard fin 1990/début 1991, le salaire socialisé a été systématiquement attaqué, avec la mise en place de la CSG, impôt injuste, acquitté par les salarié-e-s et les retraité-e-s pour 89.6% alors que le patronat est épargné.

Les hausses successives de la CSG (1.1% en 1991 à 7.5% en 1998, 6.6 pour les retraité-e-s) ont souvent été compensées par des baisses de cotisations sociales, surtout de la part dite « patronale ». Si bien qu'aujourd'hui, ce que nous payons en CSG était naguère payé par les patrons.

Avec sa nouvelle augmentation de 1.7% au 1^{er} janvier 2018, le gouvernement Macron remet en cause le salaire socialisé et le financement de la protection sociale. Ainsi, la part des cotisations finançant la sécu passerait de 86.8% en 1991 à 63.9% alors que la part de l'impôt avec la CSG passerait de 4.9% à 30.3%.

Un miroir aux alouettes

La baisse des cotisations maladie et chômage (3.15%) des salarié-e-s, censée améliorer leur pouvoir d'achat, n'est qu'un leurre et aura un effet boomerang dévastateur en diminuant le salaire socialisé et les prestations sociales.

Hormis ces mesures hypocrites, le gouvernement reste muet concernant les 80 milliards d'€ annuels de fraude fiscale, principalement des employeurs. Il ne dit rien sur les bénéfices des entreprises du CAC 40 qui se gonflent de 55 milliards d'€ en 2015

à 77 milliards d'€ en 2016, ni sur le montant des dividendes distribués en 2017, 44 milliards d'€, le record depuis 2006.

Pour les retraité-e-s, c'est la double peine avec l'augmentation de la CSG de 1.7% (+ 22%), sans aucune contre partie dès lors que leur pension dépasse 1200€. Un mauvais coup supplémentaire après l'instauration de la taxe de 0.3% pour l'autonomie qui pourrait passer à 0.6% ; la suppression de mesures fiscales comme la 1/2 part pour les veuves et veufs ayant élevé un enfant, la fiscalisation des majorations pour trois enfants.

Arrêtons les bras des casseurs

Il faut stopper cet engrenage néfaste, remettant en cause les conquies depuis 1945 et le programme du CNR. Renforçons les luttes en cours contre la politique d'E. Macron, organisées en recherchant l'unité, par les syndicats.

Daniel Blache



RÉFORME DES RETRAITES

La réforme Macron, c'est la volonté d'instaurer, sous contrainte patronale, des retraites à pensions insécurisées et individuelles à la place du système actuel à pensions définies comportant des droits collectifs. À terme, chacun serait contraint de recourir à l'assurance privée pour sauvegarder quelques moyens de vivre sa retraite.

Ce système remet en cause les solidarités entre générations, entre les actifs et les retraités, entre les femmes et les hommes, entre les salariés, entre le public et le privé. C'est un immense recul de société.

Quel montant de votre retraite ? Avec E. Macron, c'est « vous verrez bien ! »

E. Macron veut mettre en place un système dans lequel la cotisation est définie, on sait ce qu'on paye, mais la pension ne peut être connue à l'avance, le travailleur ne sait pas quel sera le montant de sa retraite ! Elle dépendra de l'âge de départ en retraite et de l'espérance de vie de la génération à laquelle on appartient.

Des pensions au rabais !

L'alignement des règles entre public et privé annoncée se fera par le bas. De plus le système Macron recherche le maintien de l'enveloppe globale des pensions au niveau actuel. En l'absence d'augmentation du taux de cotisation pour suivre l'évolution démographique, les salariés n'ont le choix qu'en-

tre travailler plus longtemps (75 ans pour la Suède), ou accepter la baisse de leur pension.

Une individualisation qui débouchera sur des inégalités

Chacun est censé pouvoir obtenir une retraite satisfaisante en choisissant personnellement le moment de son départ à la retraite, alors que les travailleurs manuels et les cadres (écart de 10 ans d'espérance de vie) n'ont pas les mêmes capacités de prolonger leur carrière. Et si le départ à la retraite devient une simple question de choix individuel, alors la conception d'une norme sociale fixant des règles de responsabilité collective vis-à-vis de tous les membres de la société devient caduque. La res-

ponsabilité des entreprises en matière d'emploi disparaît puisque chacun est appelé à décider s'il travaille ou se met en retraite. Ce qui permet à E Macron, de dire « Nous ne toucherons pas à l'âge de départ à la retraite ».

Un effet dévastateur pour les femmes

Introduire les différentiels d'espérance de vie dans une génération aura un effet dévastateur pour les femmes, déjà victimes en amont de discriminations au travail et de carrières discontinues et précaires, d'inégalités salariales

L'emploi incontournable

Ainsi, il est incontournable de se confronter à la répartition de la richesse produite au sein d'une génération. De ce fait, affirmer qu'un système par points ou par comptes notionnels permettrait de « ne pas transmettre de dette à la génération suivante » comme l'affirme E Macron est absurde.

Garantir un système de retraites, à la fois globalement et pour chacun, suppose que le travail soit partagé et que l'emploi reste une priorité. Toutes les autres solutions, de baisse des pensions, d'allongement de la durée de cotisation, de cotisations définies, d'épargne capitalisée, aboutissent à des reculs de solidarité, de justice sociale, d'efficacité économique.

Daniel Junker



NOTRE SYSTÈME DE SANTÉ

privatisation et casse

la ministre de la Santé, Agnès Buzyn, a publié son projet de *Stratégie nationale de Santé* qui devrait être le fil conducteur des *Projets régionaux de Santé* en cours d'élaboration

L'adoption en première lecture du *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale* (PLFSS) pour 2018 annonce non seulement une accentuation de l'austérité pour les assurés et les établissements hospitaliers, mais surtout l'engagement d'une nouvelle phase de casse de la Sécurité sociale.

La *Stratégie nationale de Santé* (SNS)

La ministre prétend prioriser la prévention et la promotion de la santé, la lutte contre les inégalités sociales et territoriales de santé, l'accroissement de la pertinence et de la qualité des soins et l'innovation. Mais en fait, c'est la poursuite des politiques instaurées par les gouvernements précédents, au travers d'une mascarade de concertation, car les décrets d'application devront être publiés avant le 31 décembre 2017.

Une SNS2 devrait suivre, fixant les priorités du gouvernement et garantissant la cohérence des décisions du PLFSS en passant par l'innovation, le plan national de santé publique (la prévention)... jusqu'à la convention d'objectifs et de gestion de l'Assurance maladie ! La mise en œuvre dans les territoires se fera au travers des *Projets régionaux de Santé*, au premier semestre 2018,

Le *Projet de loi de financement de la Sécurité sociale pour 2018*

Il vient d'être adopté en première lecture par l'Assemblée nationale. Ce sont des mesures sans précédent touchant particulièrement les retraité-e-s : hausses de 1,7% de la CSG pour les pensions supérieures à 1200€ par mois, le passage à 20€ du forfait hospitalier, l'accélération du « virage ambulatoire », réduisant au strict minimum le séjour à l'hôpital, une austérité renforcée pour les hôpitaux... Au total, 4,2 milliards d'euros « d'économies » pour la sécurité sociale.

Plus que jamais, l'exigence de pouvoir accéder à des soins et une prévention est d'actualité. Les retraité-e-s auront toute leur place dans les multiples initiatives à développer contre ces projets de casse de notre sécurité sociale et exiger la prise en charge à 100% des soins.

La poursuite des restructurations et des restrictions provoque la colère des hospitaliers

Face à l'aggravation de l'austérité budgétaire et à la multiplication des restructurations réduisant les moyens, organisant des fermetures de lits ; face à la dégradation de leurs conditions de travail, les personnels hospitaliers se mobilisent fortement, tant en région parisienne qu'en province. Ce fut le cas lors des manifestations de la fonction publique, le 10 octobre. Les mobilisations se multiplient dans les établissements hospitaliers. C'est l'accès aux soins et leur qualité qui sont en cause.

L'ensemble de ces dispositions illustre la volonté de mettre à bas notre système de santé et de protection sociale. E. Macron veut gérer notre pays, ses établissements de santé, la sécurité sociale, comme une entreprise en s'attaquant au service public. Les retraité-e-s veulent pouvoir bénéficier d'un système de santé et de protection sociale de qualité, après une vie au travail. Ils prendront toute leur place aux côtés des professionnels de santé et des usagers pour faire valoir leurs droits et être respectés.

Claude Chavrot



Nom, prénom _____

Adresse _____

Mail _____ signature _____

Pour recevoir *Plein Temps* à l'adresse ci-dessus

je verse..... euros

Découper et adresser à:
PCF/Collectif Activité en direction des retraité-e-s
2 place du Colonel-Fabien 75167 Paris cedex 19

pour recevoir *Plein Temps* par la poste

Édition trimestrielle, *Plein Temps* est élaboré par le collectif *Activité en direction des retraité-e-s* du PCF. Il est transmis via internet.

Toutefois, nombre de **lecteurs et lectrices, retraité-e-s ou pas**, souhaitent recevoir un exemplaire papier chez eux. C'est possible, en nous faisant parvenir son adresse (*bulletin ci-contre*) et un chèque de 10 euros minimum qui couvrira les frais d'envoi pour un an.

Nous appelons les abonnés à renouveler leur aide chaque année.